

Où en est le processus révolutionnaire tunisien ?

lundi 15 juin 2015, par [LEROUGE Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 9 juin 2015).

Cinq mois après la mise en place du nouveau gouvernement, la Tunisie voit s'aggraver sa crise économique et sociale : la croissance économique est faible, le chômage augmente et le pouvoir d'achat ne cesse de se dégrader.

Simultanément, la dette explose et le FMI veut imposer que la Tunisie remplisse au 31 décembre tous les engagements liés à celle-ci. Cerise sur le gâteau, les heurts se multiplient entre l'armée et des groupes jihadistes.

Sommaire

- [Une avalanche inégalée de \(...\)](#)
- [Le positionnement de l'UGTT en](#)
- [Absence de débouché politique](#)
- [Et le Front populaire ?](#)
- [La porte étroite de la LGO](#)

Une avalanche inégalée de luttes sociales

Après l'effervescence ayant entouré le 14 janvier 2011, les mobilisations sociales se sont stabilisées puis ont reflué. Elles n'ont redémarré vraiment qu'après le départ des islamistes du gouvernement en janvier 2014 : fin octobre 2014 le nombre de jours de grève depuis le début de l'année avait déjà dépassé le total du record enregistré pour toute l'année 2011. Pendant le premier semestre 2015, on a assisté à une véritable explosion de grèves (1).

Les grèves de ces derniers mois ont principalement été menées par des salariés ayant un emploi stable, essentiellement dans la fonction publique et le secteur public (2). Elles portent avant tout sur le pouvoir d'achat (classifications et primes), mais certaines d'entre elles incluent la volonté de défendre et améliorer le service public face à l'offensive néolibérale (3). Ces grèves, ont été parfois déclenchées de façon subite et sans préavis, comme dans les transports urbains, les chemins de fer ou l'électricité.

Les mobilisations menées par les précaires et les chômeurs ont surtout pris la forme de sit-in et parfois de grèves de la faim (4). Il en a notamment résulté le blocage total du bassin minier de Gafsa pendant deux mois et la paralysie de toute l'industrie chimique tunisienne liée au phosphate. Dans le sud du pays, des chômeurs bloquent des sites de production de pétrole ou de gaz pour exiger des emplois et la contribution des sociétés pétrolières au développement de la région. Des confrontations violentes ont lieu avec les forces de l'ordre.

Comme l'écrit Fathi Chamkhi (5), « la tension sociale est à son comble face à un gouvernement, critiqué de toute part, à qui les institutions financières internationales et l'Union européenne assignent la tâche suicidaire de maintenir le cap de l'austérité, de la restructuration néolibérale du

marché intérieur ».

Même si certaines luttes se terminent par des échecs, une série d'avancées ont été obtenues ces derniers mois : transports publics urbains, enseignement secondaire, personnel ouvrier des établissements scolaires, la poste, radio et télévision publique, ministère des transports, journalistes de la presse écrite, Orange, grandes surfaces, etc.

Après environ deux mois de blocage total du bassin minier par les chômeurs de la région, quelques avancées ont été obtenues avec une promesse de 1 500 embauches dans les trois ans dont 520 dans les mois qui viennent (6). Mais ces mesures ne réglant pas le problème du chômage de masse dans la région (7), les mobilisations se poursuivent.

Par ailleurs, une mobilisation est en cours pour combattre les tentatives de restreindre les libertés au nom de la lutte contre le djihadisme. Des projets de lois visent en effet à assurer l'impunité aux forces armées, permettre le recours à la peine de mort, banaliser les écoutes téléphoniques, condamner les auteurs d'articles critiquant les forces de l'ordre, etc. Simultanément, la police est accusée d'exactions contre les journalistes ainsi que d'actes de torture.

Le positionnement de l'UGTT en débat

La direction de la principale centrale syndicale, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), a connu une longue période de bon voisinage avec le syndicat patronal UTICA dans le cadre du « dialogue national » visant à mettre un terme aux violences islamistes. L'UGTT avait proposé cette orientation dès le 18 juin 2012 et avait fini par la mettre en place en octobre 2013. Dans ce cadre, elle avait fait passer les revendications sociales au second plan, suscitant l'impatience grandissante des secteurs les plus combatifs.

Avec le départ, en janvier 2014, de la coalition gouvernementale dirigée par Ennahdha et Marzouki, les mobilisations sociales se sont multipliées.

Dans ce contexte tendu, la direction centrale de l'UGTT a dénoncé publiquement certaines grèves :

- soit pour non-respect de procédures comme le déclenchement soudain de grèves sans préavis, par exemple dans les chemins de fer ou l'électricité ;
- soit pour franchissement de certaines « lignes rouges » comme le boycott des examens dans l'enseignement.

Mais la direction centrale de l'UGTT a maintenu son habitude de faire en sorte qu'un accord acceptable par les principaux intéressés soit négocié. Rappelons que lors de la grève de la faim des ouvrières de Latelec en juillet 2014, c'est le secrétaire général de l'UGTT en personne qui a finalement pris les affaires en mains pour trouver une solution. (8)

L'insatisfaction des salariés est telle que le Bureau exécutif serait de toutes les façons dans l'impossibilité d'endiguer la marée revendicative. Par ailleurs, l'époque est révolue où le Bureau exécutif était en capacité d'imposer ses volontés aux structures intermédiaires. Malgré les réticences du Bureau exécutif, le syndicat de l'enseignement secondaire avait par exemple maintenu son orientation qui a débouché sur une victoire historique. De même, le Bureau exécutif élargi du 5 juin a décidé de soutenir l'appel au boycott des examens par le syndicat de l'enseignement primaire, forme de lutte que le Bureau exécutif restreint avait précédemment publiquement condamné. Reste à connaître sur quoi déboucheront les menaces de sanctions internes annoncées contre les syndicalistes ayant organisé des grèves sans préavis dans les chemins de fer.

Un phénomène conjoncturel vient amplifier cette évolution des rapports entre la direction centrale de l'UGTT et ses structures intermédiaires. Un congrès national est en effet annoncé pour fin 2016,

et beaucoup de responsables sont attentifs au nombre de mandats que pourraient recueillir les différentes orientations et candidat-e-s en présence (9). Comme l'écrit Fathi Chamkhi, « le Secrétaire général de l'UGTT a fini par hausser le ton à l'égard des patrons, considérant que les salariés ont consenti d'énormes sacrifices, contrairement aux patrons qui s'en sortent plutôt bien, eu égard à la situation dramatique actuelle ».

Les fédérations et syndicats qui sont à la tête des conflits actuels avaient joué un rôle central dans la solidarité avec les luttes du bassin minier en 2008-2010, puis dans le déclenchement des grèves générales régionales ayant contraint Ben Ali à partir. Ils font aujourd'hui le constat amer que les gouvernements qui se sont succédé depuis 2011 ont appliqué la même politique néolibérale que l'ancien dictateur. Certes, des marges de liberté ont été gagnées, mais sur le plan des droits économiques et sociaux, la situation est catastrophique : certains acquis existant avant la révolution ont même disparu.

Nombre de ces militant-e-s aimeraient que l'UGTT joue un rôle de contre-pouvoir. Ils reprochent à la direction de la centrale d'avoir consacré l'essentiel de ses efforts à trouver un consensus pour sortir de la crise politique de l'année 2013, sans chercher à résoudre les problèmes économiques et sociaux. Beaucoup reprochent à la direction centrale d'être ensuite devenue un « partenaire » du pouvoir et estiment que c'est pour cette raison qu'elle ne répond pas aux demandes des syndicats qui la composent. Ils entendent se battre dans le cadre du prochain congrès national de l'UGTT pour un changement profond des orientations de la centrale syndicale ainsi qu'une démocratisation de son fonctionnement.

Absence de débouché politique immédiat

Entre le 14 janvier et le 27 février 2011, la Tunisie avait connu une période d'ouverture du champ des possibles. La mise en place du gouvernement Essebsi s'était accompagnée du torpillage des embryons de structures d'auto-organisation, avec notamment la mise en place d'une « Haute instance » ayant un rôle limité et uniquement consultatif. Le principal parti de la gauche, le PCOT (devenu depuis Parti des travailleurs), avait alors déclaré : « Le but de cette instance est de torpiller le Conseil national de protection de la révolution et de l'anéantir, pour que le gouvernement agisse sans aucun contrôle » (15 mars 2011). Un hiver islamiste de près de deux ans avait suivi les élections du 23 octobre 2011.

Les bifurcations potentielles de l'histoire ayant suivi chacun des deux assassinats de dirigeants du Front populaire (6 février 2013 et 25 juillet 2013) ont été rapidement endiguées par les forces ne voulant pas de rupture avec l'ordre ancien. À la place s'est mise en place, entre octobre 2013 et fin 2014, une solution de « consensus national » autour de l'UGTT et du syndicat patronal UTICA (10).

Suite aux élections de fin 2014, un gouvernement ayant pour fonction de tenter d'opérer une « normalisation » néolibérale a vu le jour (11).

Même si des slogans demandant le départ du ministre de l'Education ont été lancés lors du rassemblement des instituteurs du 9 juin, le but des militant-e-s animant les luttes actuelles n'est pas de « dégager » le pouvoir en place. Ils veulent, par les mobilisations, lui imposer la satisfaction de droits économiques et sociaux, à commencer par l'application des accords conclus parfois depuis 2011.

Et le Front populaire ?

Les zigzags du Front en 2013 ont laissé de nombreuses cicatrices : attermolements après l'assassinat de Chokri Belaïd (12), durcissement du discours début juillet 2013 (13), alliance avec Nidaa Tounès après l'assassinat de Mohamed Brahmi (14).

Par la suite, le Front a connu en 2014 de nombreuses tensions autour de la désignation des têtes de liste aux législatives, des éventuelles alliances électorales et/ou gouvernementales, de la consigne de vote au second tour des présidentielles (15).

Malgré cela, le Front n'a pas éclaté. Il a multiplié par 2,5 le nombre de ses députés et est arrivé en troisième position aux présidentielles avec 7,8 % des suffrages. De plus, il a exclu toute participation ministérielle, n'a pas voté le budget 2015 et a refusé de voter la confiance au gouvernement.

Le Front populaire s'est ainsi positionné comme le leader de l'opposition politique au gouvernement néolibéral dirigé par Nidaa Tounès et Ennahdha.

Ce Front rassemble aujourd'hui l'essentiel de la gauche, et aucune nouvelle force politique de gauche ayant un minimum de poids n'a été en capacité de se constituer depuis 2011. Même certain-e-s des militant-e-s qui ne ménagent pas leurs critiques à son égard se félicitent de l'existence du Front et estiment qu'il constitue une force susceptible de se radicaliser (16).

Reste au Front à surmonter une série de faiblesses. Il y a tout d'abord sa difficulté à préciser son orientation en termes d'indépendance de classe, ainsi qu'à élaborer son programme. Il y a ensuite sa difficulté à se structurer.

Deux autres questions clés concernent : la place des militant-e-s ne faisant partie d'aucune des organisations ayant constitué le Front ainsi que la très faible féminisation des structures du Front populaire. Tout cela se conjugue avec le débat sur la transformation éventuelle du Front en parti. Cette position semble majoritaire au sein de la base, mais est très minoritaire au niveau de la direction. La conférence d'octobre 2015 devrait permettre d'éclaircir ces différents points.

La porte étroite de la LGO

La Ligue de la gauche ouvrière (LGO) n'a vu le jour qu'au lendemain du 14 janvier, à partir de militant-e-s ayant appartenu une dizaine d'années auparavant à l'organisation tunisienne de la IV^e Internationale. Ayant perdu une partie des militant-e-s qui ont participé à sa fondation, la LGO compte aujourd'hui moins d'une centaine de membres. Il convient de noter que toutes les tentatives de quitter la LGO pour créer une nouvelle force politique ont à ce jour échoué. La LGO reste faiblement structurée et dispose de ressources financières limitées. Ses militants les plus actifs doivent simultanément maintenir une insertion syndicale et/ou associative, construire la LGO et participer à la construction du Front.

Peu de Tunisien-ne-s connaissent la LGO en tant que telle. Quant au Front populaire, il est avant tout connu par les déclarations de son porte-parole Hamma Hammami, dirigeant historique du Parti des travailleurs (ex-PCOT).

Étant beaucoup plus faible que les deux organisations issues de la tradition marxiste-léniniste (Parti des travailleurs et Parti des patriotes démocrates unifiés), la LGO a souvent eu du mal à faire entendre sa voix au sein du Front. Le souci de ne pas se retrouver isolée a parfois poussé la LGO à un certain suivisme, comme par exemple fin juillet 2013 lors de la création du Front de salut national (FSN). Le congrès de la LGO a corrigé le tir en septembre de la même année en décidant à 80 % de sortir du FSN, tout en continuant à appartenir au Front populaire (17).

Par la suite, la LGO a participé activement à la bataille pour que le Front refuse toute alliance électorale avec Nidaa Tounes ou des forces liées à ce parti. Les militant-e-s de la LGO se sont battu-e-s pour que Front refuse de voter le budget et la confiance au gouvernement, et à plus forte raison participe à ce dernier. Ses représentants avaient d'ailleurs annoncé par avance qu'ils étaient prêts à une rupture de discipline au cas où cette position ne l'emporterait pas. Ils n'ont heureusement pas eu besoin de le faire.

La LGO dispose d'une certaine influence politique au sein du Front populaire, notamment par la présence de deux membres à la direction du Front populaire, qui sont également députés. L'opportunité s'ouvre à la LGO de jouer un rôle actif dans l'élaboration des réponses aux questions auxquelles le Front doit faire face aujourd'hui.

Reste à la LGO à parvenir à se structurer, ainsi qu'à réussir à travailler collectivement avec ses deux députés. Le renforcement de ses liens internationaux, notamment au sein de la région arabe, pourrait être de nature à aider la LGO à se construire.

Le 9 juin 2015

Notes :

1. Voir notamment l'article « Tunisie, recrudescence des luttes pour les salaires et l'emploi » : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34932>

2. Le ministre des Affaires sociales a déclaré le 26 mai que les grèves dans le secteur public ont augmenté de 400 % durant les quatre premiers mois de 2015 alors qu'elles auraient diminué de 33 % dans le secteur privé.

3. À l'heure où ces lignes sont écrites, de nouveaux préavis de grève ont été lancés : le 17 juin dans les chemins de fer où des négociations sont en cours ; les 11 et 12 juin dans la santé publique où est également annoncée une grève administrative à compter du 13 juin. Par ailleurs, des grèves continuent à avoir lieu localement dans l'électricité. Après leurs grèves à près de 100 % des 15 avril, 12 et 13 mai et 26, 27 et 28 mai, les instituteurs boycottent les examens de fin d'année et ont organisé un rassemblement national historique le 9 juin.

4. Voir l'interview d'Abderhamane Hedihli
<http://ks3260355.kimsufi.com/solidint/depot/solidint/2015-01-16-Hedhili.pdf>.
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34150>

Par ailleurs, dix diplômés chômeurs en grève de la faim depuis 40 jours ont menacé de se suicider collectivement le 1^{er} juin (<http://www.africanmanager.com/186745.html>).

5. Militant de la Ligue de la gauche ouvrière (LGO) et de RAID (Attac et Cadtm en Tunisie), député du Front populaire.

6. Fin décembre 2014, l'effectif de la Compagnie des phosphates de Gafsa était de 7 036 agents (4 898 en 2010).

7. D'après les statistiques officielles, le gouvernorat de Gafsa occupe le premier rang national au niveau du chômage, avec un taux de 26,2 % (le Temps du 17 avril 2015). En ce qui le concerne, le ministre chargé du dossier évalue à 2 000 le nombre de personnes participant aux blocages du

bassin minier.

8. Page facebook du Comité de soutien aux syndicalistes de Latelec

<https://www.facebook.com/ComiteSoutienSyndicalistesLatelecFouchana>

9. Sur le fonctionnement de l'UGTT, voir la présentation de l'ouvrage d'Hèla Yousfi

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34977>

10. Pour un récapitulatif des événements, de 2011 à l'automne 2014, voir notamment : « La question du pouvoir dans le processus révolutionnaire », Inprecor n° 607/608 d'août-septembre 2014.

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33273>

11. Cf. « La "normalisation" est lancée », Inprecor n° 612/613 de février-mars 2015.

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34582>

12. Hamma Hammami expliquera par la suite : « Le 6 février, jour de l'assassinat du martyr Chokri Belaïd, certes, les Tunisiens étaient dans la rue par centaines de milliers (...). Mais le 8 février, jour de l'inhumation du martyr, on n'était pas prêts ni sur le plan politique, ni de l'organisation pour déposer la troïka. Le Premier ministre Jebali est certes parti, mais son gouvernement est resté ». Interview du 12 juillet 2013 au quotidien tunisien la Presse.

13. Le Front populaire a notamment appelé début juillet 2013 à la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée nationale.

14. Sur le Front de salut national, voir « Entre le "déjà plus" et le "pas encore" », Inprecor n° 597 de septembre 2013 ainsi que « Le débat au congrès de la LGO sur l'appartenance au Front de salut » :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30417>

15. Concernant les débats au sein du Front, voir : « Une élection présidentielle dans la continuité des législatives » (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33634>), « Le débat à l'Assemblée sur le budget d'austérité » (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33859>) et « La Tunisie quatre ans après janvier 2011 » (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33999>)

16. C'est par exemple le cas d'Ahlem Belhadj, (voir son intervention lors du Forum international en mémoire d'Ernest Mandel des 20-22 mai 2015 à Lausanne : <https://vimeo.com/128797737>).

17. Sur la sortie de la LGO du FSN, voir l'article de Dominique Lerouge dans l'Anticapitaliste mensuel n° 48 de novembre 2013 (<http://www.npa2009.org/node/39596>) et le communiqué de la LGO (Inprecor n° 599/600 de novembre-décembre 2013). Dans les mois qui ont suivi, le FSN est progressivement tombé dans un profond sommeil pour ensuite se désagréger. Un regroupement différent, qui a voulu réutiliser ce sigle lors des élections législatives d'octobre 2014, n'a eu qu'un seul élu.